

Interdisciplinarité – Défi et chance du nouveau droit de protection des mineurs et des adultes
Journées d'étude des 8 et 9 septembre 2010 à Fribourg

Atelier 10

L'interdisciplinarité de l'autorité de protection des mineurs et des adultes (APMA): objectifs, défis et chances

Peter Dörflinger, lic. iur., avocat, président de l'autorité tutélaire du district de Coire

Depuis juin 2009, l'autorité tutélaire du district de Coire travaille comme autorité professionnalisée à composition interdisciplinaire selon les dispositions obligatoires du droit révisé de protection des mineurs et des adultes.

L'interdisciplinarité est un thème central lors de la composition de l'APMA. Elire membre de l'APMA par exemple un juriste, une assistante sociale et un enseignant ne devrait en principe pas être trop difficile. Mais ensuite ?

Pour commencer, l'atelier se propose d'étudier deux questions : Que faut-il comprendre concrètement par interdisciplinarité en vue de la révision du droit de protection des mineurs et des adultes ? Quels sont les objectifs à poursuivre (dans l'idéal) par une APMA à composition interdisciplinaire ?

Il s'avère alors que la composition de l'autorité est une condition indispensable, mais pas une garantie d'un « travail meilleur » dans le sens du droit révisé de protection des mineurs et des adultes. Lors de la conception du travail et des processus concrets au sein d'une APMA, il s'agit bien davantage de promouvoir et de renforcer consciemment la démarche interdisciplinaire.

Une APMA ne pourra jamais couvrir toutes les disciplines sollicitées par un cas. Quelles sont les implications qui en découlent pour le travail concret ?

Pour terminer, il s'agira également d'explorer les limites de la démarche interdisciplinaire d'une APMA.

L'atelier sera conçu de manière à compléter des interventions d'input par un exercice de groupe pratique. Il devra permettre d'intégrer des suggestions et des questions découlant de la pratique concrète des participant/es.

Annexes:

- Set de slides
- Article « Réaliser l'interdisciplinarité – expériences de la pratique d'une autorité professionnalisée à composition interdisciplinaire » (publié dans RMA 3/2010, p. 177 ss.)

A la suite des journées, les documents relatifs à l'atelier seront disponibles pour téléchargement sur www.copma.ch - Actualités – Journées d'étude 2010.

L'interdisciplinarité de l'autorité de protection: objectifs, défis et chances

Journées d'étude COPMA 2010 /
Atelier 10

Peter Dörflinger, lic. iur.
président de l'AT du district de Coire

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

Sommaire

- I. Terminologie, objectifs
- II. Exemples pratiques
- III. Déductions des expériences pratiques (de l'AT de Coire)
 - Composition de l'APMA
 - Conception du processus d'enquête
 - Aides dans le processus d'enquête
- IV. Limites
- V. Vos questions / remarques

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

I. Terminologie, objectifs

1. Disciplines / compétences *

- **Compétences centrales** (représentées au sein de l'autorité)
 - Droit
 - Travail social
 - Pédagogie / psychologie
- **Soutiens nécessaires** (mobilisables à l'intérieur ou à l'extérieur de l'autorité)
 - Droit, travail social, psychologie
 - Domaine fiduciaire, administratif
- **Compétences déléguables**
 - Médecine, psychologie,
 - Pédagogie
 - Affaires fiduciaires, droit des assurances sociales

* Voir annexe Recommandations de la CAT (RDT 2/2008)

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

3

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

I. Terminologie, objectifs

...

1. Disciplines, compétences

...

- **Autorité > travaille en général comme collègue**
- **Collaboration interdisciplinaire**
 - + Approches différentes / pluralisme méthodologique
 - + Enjeu central différent (p. ex. individu – système)
 - + Discours actif
 - Spécialisation entre médecine, psychologie, pédagogie etc.
 - Différentes écoles / pratiques (p. ex. dans le travail social: „streetworker“ vs „case management“ / dans le droit: „deux juristes, trois avis“)

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

4

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

I. Terminologie, objectifs

...

2. Objectifs poursuivis par l'interdisciplinarité

(vs statut quo du droit actuel avec une multitude d'autorités non professionnelles)

- Augmentation de la qualité / assurance qualité *
- Rétablissement de la hiérarchie au moyen d'autorités investies d'un pouvoir de décision et disposant des compétences requises **

* voir p. ex. Affolter, RDT 5/2003, p. 393 ss.

** voir p. ex. Vogel/Wider, RMA 2/2010, p. 93

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

5

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

I. Terminologie, objectifs

...

2. Objectifs poursuivis par l'interdisciplinarité

(vs statut quo du droit actuel avec une multitude d'autorités non professionnelles)

...

• Quels repères pour mesurer la qualité d'une APMA *?

- Protection juridique (en amont) dans l'enquête > guides en matière de droit de la procédure (RD cantonaux, des LaCC jusqu'à la CEDH)
- Prise en compte de la personne concernée/de son entourage
- Analyse différenciée des déficits et ressources concrets
- Mesure proportionnelle assortie de mandats clairs
- Choix de mandataires /institutions appropriés ainsi qu'instruction, surveillance et contrôle adaptés
- Vérification régulière de la nécessité, de l'adéquation et de la proportionnalité de la mesure ou des mandats
- Décisions prises au bon moment / efficacité

* voir p. ex.. Affolter, RDT 5/2003, p. 393 ss.

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

6

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

II. Exemple pratique

Tâche I:

- Formez une équipe représentant une APMA (collège de 3 personnes) plus 2 collaborateurs/trices (service des enquêtes: 1 assistante sociale, 1 juriste. (Vos propres bases et expériences personnelles devraient si possible être intégrées dans les rôles que vous assumez.)
- Vous recevez la notification de danger suivante
- Quelle est l'approche la plus interdisciplinaire possible de „votre“ APMA face à ce cas (triage à l'intérieur de l'autorité, recherche d'informations etc.)?

Temps 10'

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

7

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

II. Exemple pratique

Notification de mise en danger

L'APMA reçoit une notification de mise en danger écrite par une voisine qui signale qu'une mère habitant le même immeuble laisse ses enfants souvent seules, notamment le soir et la nuit, et qu'il semble être question de consommation abusive d'alcool et éventuellement de cannabis. Par ailleurs, il arriverait souvent que des hommes du milieu fréquentent l'appartement de la famille.

Anna, élève de sixième, fumerait et traînerait dans la scène punk aux alentours de la gare. Bettina lui aurait confié que sa mère était paresseuse et n'entreprenait jamais rien avec ses filles.

Le même jour, une autre voisine vous communique par écrit que parfois, les enfants sont seules pendant des journées entières. Elle aurait par ailleurs observé que Bettina se tient seule au jardin pendant des heures, légèrement vêtue, même par temps froid.

La police transmet à l'APMA le procès verbal d'une intervention qui a eu lieu le jour précédant la notification de mise en danger: une voisine (l'auteure de la première lettre) a appelé une patrouille vers 23h00 en lui signalant que dans l'appartement voisin, un enfant avait pleuré longtemps sans se calmer. A l'arrivée de la police, les enfants étaient seules et calmes. La mère est rentrée peu de temps après.

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

8

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

II. Exemple pratique

Evaluation succincte du triage

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

9

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

II. Exemple pratique

Premier résultats de l'enquête (entretien avec la mère)

Anna (née en 1997) et Bettina (née en 1999) vivent avec leur mère dans un petit 4 pièces dans un quartier tranquille. Au moment du divorce de leurs parents, elles avaient 7 et 5 ans respectivement. L'autorité parentale et le droit de garde ont été attribués à la mère. Jusqu'à trois mois en arrière, les filles ont passé un week-end sur deux chez leur père. Depuis, Anna refuse d'aller chez son père.

La mère n'a pas suivi de formation. Aujourd'hui, elle travaille à trois places différentes dans le secteur du nettoyage, parfois tôt le matin, mais également le soir. L'entretien de la famille est assuré par l'aide sociale qui intervient subsidiairement aux pensions alimentaires du père et au revenu à temps partiel de la mère. Le père travaille à 100% au service externe. Compte tenu de l'âge des enfants, l'aide sociale demande à la mère de travailler au moins à 50%.

Tâche II:

Quelles sont les enquêtes supplémentaires que vous jugez indispensables pour décider d'une mesure?

Temps: 10'

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

10

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

II. Exemple pratique

Evaluation succincte de l'enquête préalable

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

11

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

III. Déductions de la pratique (de l'AT de Coire)

1. Composition de l'APMA

- Le droit et le travail social sont les disciplines piliers de l'assurance qualité
 - Droit: garanties en matière de procédure, limites et possibilités des mesures, actes ayant besoin d'un consentement, contrôle/surveillance
 - Travail social: approche systémique, praticabilité des mandats confiés aux mandataires, contrôle/surveillance
- La composition individuelle (aptitude au travail en équipe et à la communication, professionnalisme et expériences pratiques confirmés) influence la qualité du travail tout comme
- Le sexe du membre chargé de l'enquête peut avoir une grande importance
- L'apport d'autres disciplines via des experts internes (membres suppléants de l'autorité) ou des acteurs externes (rapports, expertises) est toujours possible

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

12

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

III. Dédutions des expériences pratiques (de l'AT de Coire)

...

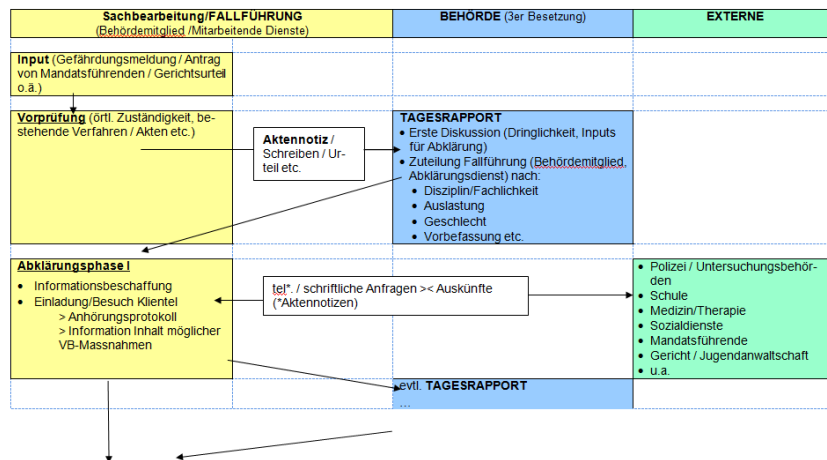
2. Définition du processus d'enquête

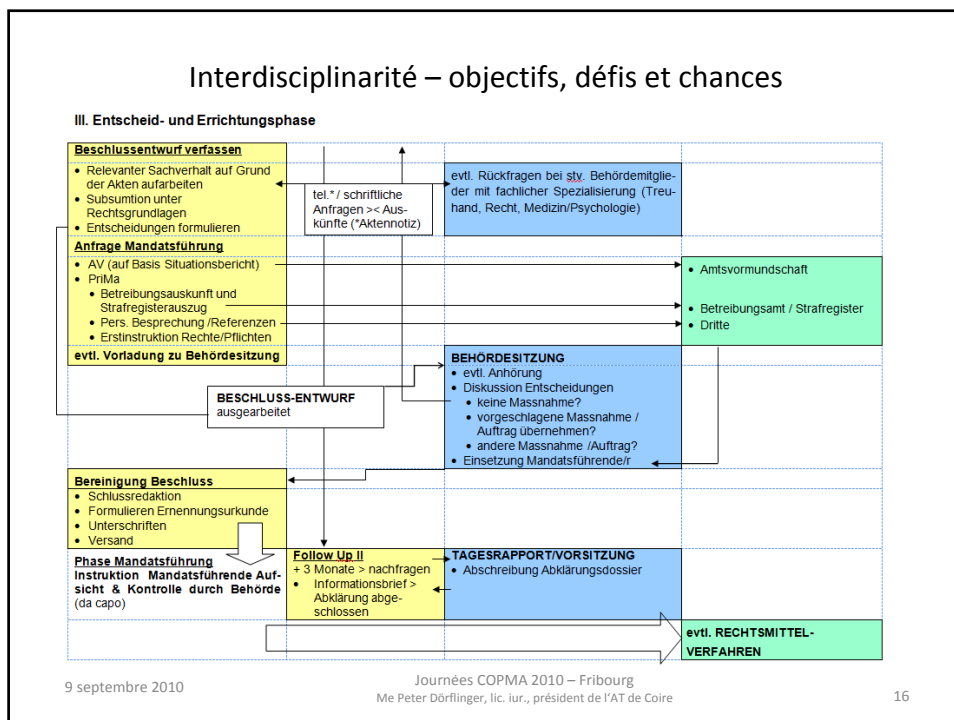
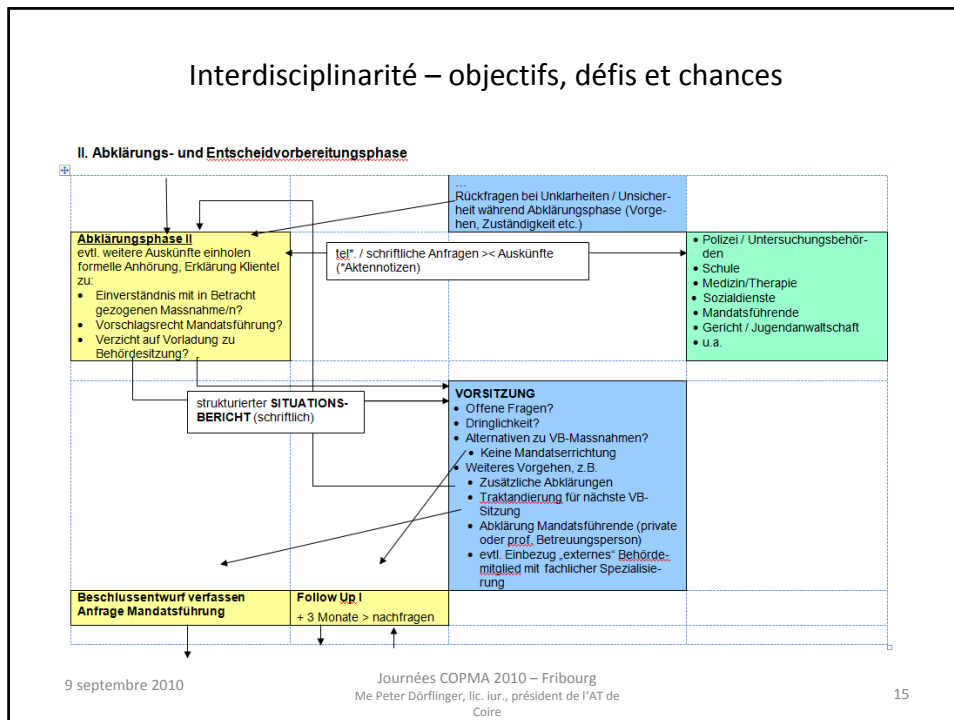
„Give interdisciplinarity a chance“

- Le processus d'enquête est mené en grande partie par certains membres/collaborateurs de l'autorité
- Pendant le processus d'enquête, on pose des aiguillages, consciemment ou inconsciemment
- L'interdisciplinarité doit être :
 - rendue possible et
 - développée de manière consciente!

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

I. Triage- und Vorabklärungsphase





Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

III. Déductions des expériences pratiques (de l'AT de Coire)

...

3. Aides dans le processus d'enquête

- Rapport standardisé sur la situation
 - Synthèse schématique des résultats de l'enquête
 - Base de la réunion préparatoire et du choix des mandataires
 - Stimulation de la réflexion
- Propositions structurées pour la décision
 - La structure doit assurer que „rien n'a été oublié“
 - Elle doit permettre aux autres membres d'une autorité (lors de leurs réunions) et aux personnes concernées de comprendre les décisions le mieux possible

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
 Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

17

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

* Informationsquelle(n) transparent machen!

II. Problematik

1. Kurzbeschreibung

•
 > stichwortartige Beschreibung Ereignisse/Problematik, wie sie sich uns derzeit präsentiert > unterscheiden, was wissen wir, was vermuten wir (s. offene Fragen)

Rapport standardisé de la situation (extrait)

2. Bisher nicht geklärte Fragen	evtl. Antwort bei (Inst./Person)
> Themen, die noch nicht abschliessend geklärt sind	> wer könnte Frage beantworten?
> Themen, die noch nicht abschliessend geklärt sind	> wer könnte Frage beantworten?

3. Motivation Eltern:	> Ausführungen gem. Anhörung, falls durchgeführt nicht abgeklärt
Einsicht Kind:	> Ausführungen gem. Anhörung, falls durchgeführt nicht abgeklärt

4. Vorläufige Einschätzung

4.1 Mögliche Ursachen/Komplexität

provisorische Annahme	keine Hinweise	Hinweise	kann als sicher gelten
familiäre Sphäre			
Vernachlässigung	<input checked="" type="checkbox"/>		
Misshandlung (körperl./sex.)	<input checked="" type="checkbox"/>		
Autonomiekonflikt		> z.B. v.a. mit Mutter	
Erwachsenenkonflikt			> z.B. Mutter<=>Vater
Migrationsdynamik	<input checked="" type="checkbox"/>		
Sucht- oder psych. Problematik		> z.B. Vater alkoholisiert	
persönliche Sphäre			
Körperl./psych. Probleme	<input checked="" type="checkbox"/>		
Gruppen-/Interdynamik	<input checked="" type="checkbox"/>		
Suchtmittel / Konsumverhalten	<input checked="" type="checkbox"/>		> z.B. Kiffen ist Thema
schulische / Arbeits-Sphäre			
Über-/Unterforderung	<input checked="" type="checkbox"/>		
Konflikt mit Lehrpersonen	<input checked="" type="checkbox"/>		
Mobbing (Schule/Arbeit)	<input checked="" type="checkbox"/>		

4.2 Kompetenzanalyse

vorhandene Fähigkeiten	> über welche Problemlösungskompetenzen verfügt das Kind?	
	intern (Familie i.w.S.)	extern (Dritte)
Schutzfaktoren	> z.B. starke Verbindung zu GM (y)	
Risikofaktoren		> z.B. Götti wegen Pädophilie verurteilt

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
 Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

18

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

I. Beschluss

- Für K1.5 K1.4 wird eine Beistandschaft in Erziehungsangelegenheiten (Art. 308 Abs. 1 ZGB) errichtet.
- Zum **Bestand** / **Zur Bestände** für K1.5 K1.4 wird **Name oder Doppelstück (Antwortschaftsamt)** ernannt.
- Die Ernennung von **Name oder Doppelstück zum Bestand** / **Zur Bestände** kann innert 10 Tagen seit Mitteilung dieses Beschlusses schriftlich bei der unterzeichneten Behörde abgelehnt oder als gesetzswidrig angefochten werden.
- Der Bestand** / **Die Bestände** wird beauftragt:
 - die Eltern in erzieherischen sowie betreuersischen und schulischen und/oder beruflichen Belangen angemessen zu beraten und nötigenfalls taxativ zu unterstützen (**Unbeschränkt**)
 - ↳ **Konkretisierung des Auftrages im Rahmen der Erziehungsbeistandschaft, z.B. geeignete Beschulung prüfen, Lehrstelle suchen;**
 - sämtlichen Beteiligten in Kinderbelangen als Ansprechperson zur Verfügung zu stehen;

IV. Erwägungen

- Erfordern die Verhältnisse, ist dem Kind ein Bestand zu ernennen, der die Eltern mit Rat und Tat unterstützt (Art. 308 Abs. 1 ZGB). Solche Verhältnisse liegen vor, wenn die Bedürfnisse und berechtigten Anliegen des Kindes nicht angemessen berücksichtigt werden. Dies ist beispielsweise der Fall, wenn die sorgeberechtigten Eltern in zentrale Fragen der Erziehung (z.B. Beschulung, Arbeit, religiöse Erziehung, altersangemessene Freizeitgestaltung) unruhig sind oder aus anderen Gründen eine angemessene Erziehung nicht gewährleisten ist.
↳ **Herleitung zusammenfassender Hinweise, dass Eltern bzw. sorgeberechtigter Elternteil mit Erziehung überfordert und Kindeswohl dadurch gefährdet ist**
Für K1.5 wird deshalb eine Beistandschaft in Erziehungsangelegenheiten errichtet.

Propositions structurées pour la décision (extrait)

III. Sachverhalt

- faktuelle Veranlassung** zu Beschluss (z.B. Gefährdungsmeldung, Eingang Bericht oder Antrag etc.)
- keine Abklärungen (Zustand, Einkommen und Vermögen (v.a. wenn V < 5'000.— oder Sozialhilfebezüge) >> mit Quellenangabe)
- Abklärungen II > Drittmeinungen, Arztzeugnisse etc.
- ↳ **Wer?** (Funktd.) der Vormundschaftsbehörde hat am **↳ Datum** die Eltern die Mutter den Vater und K1.5 zur beabsichtigten Errichtung einer **↳ Beziehung** in besprochener Massnahmen angehört. **Er/Sie** äusserte sich dazu zusammenfassend wie folgt:
↳ **wichtigste Punkte wiedergeben**
- Die Eltern die Mutter den Vater und K1.5 **haben** mit Datum vom **↳ Datum** eine schriftliche Erklärung abgegeben, nach der **er/Sie** auf eine Vorladung zur Sitzung der Vormundschaftsbehörde und auf das Recht verzichtet, eine Betreuungsperson vorzuschlagen. **↳ Die Eltern die Mutter den Vater und K1.5 haben** mit Datum vom **↳ Datum** eine schriftliche Erklärung abgegeben, nach der **er/Sie** auf eine Vorladung zur Sitzung der Vormundschaftsbehörde verzichtet und die Einsetzung von **↳ VN NN** (bzw. **↳ Geschwister Bruder o.a. VN NN**) (Rd) als Betreuungsperson vorgeschlagen. **Die Eltern die Mutter den Vater und K1.5 haben** mit Erklärung vom **↳ Datum** die Einsetzung von **↳ VN NN** (bzw. **↳ Geschwister Bruder o.a. VN NN**) (Rd) als Betreuungsperson vorgeschlagen. **Er/Sie** wurde zur heutigen Sitzung der Behörde eingeladen **↳ aber** ohne Angabe von Gründen nicht erschienen und hat sich zusammenfassend wie folgt geäussert:
↳ **wichtigste Punkte wiedergeben**
- ↳ **Ablehnung vorgeschlagener PMAs**, wenn, durch wen, Resultat

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

19

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

IV. Limites / forces opposées

- Dans un cas concret, il sera difficile de couvrir toutes les disciplines (partielles) éventuellement concernées
- Les instances de recours n'ont pas de composition interdisciplinaire
- Les rapports/expertises externes notamment nécessitent une interprétation > les compétences de base, les expériences et la capacité de juger ne sont pas moins importantes que les savoirs professionnels
- Le processus d'enquête doit laisser l'espace nécessaire aux visions et méthodes différentes (créativité)
> le stress et la routine sont contre-productifs
- Il faut que les professionnel/les choisis aient la volonté de collaborer (sens de l'équipe) et la capacité de le faire (aptitude au travail en équipe et à la communication)

9 septembre 2010

Journées COPMA 2010 – Fribourg
Me Peter Dörflinger, lic. iur., président de l'AT de Coire

20

Interdisciplinarité – objectifs, défis et chances

V. Vos questions / remarques

Pour l'ensemble de la problématique,
voir également RMA 3/2010, p. 177 ss. (en annexe)

Interdisziplinarität gestalten

aus der Praxis einer professionalisierten, interdisziplinär zusammengesetzten Fachbehörde

von Peter Dörflinger, lic. iur., Rechtsanwalt, Präsident Vormundschaftsbehörde des Kreises Chur

Die Vormundschaftsbehörde des Kreises Chur erfüllt seit dem 1. Juni 2009 die organisatorischen Vorgaben des revidierten Kindes- und Erwachsenenschutzrechts, indem die Behörde professionalisiert und die Mitglieder nach fachlichen Gesichtspunkten interdisziplinär ausgewählt wurden. Dies impliziert auch im Hinblick auf die Revision des Vormundschaftsrechts, Abläufe und Prozesse zu überdenken, damit die oft zitierte «Interdisziplinarität» mit konkreten Inhalten gefüllt werden kann.

Réaliser l'interdisciplinarité

A partir de l'expérience d'une Autorité professionnelle, composée de manière interdisciplinaire

Depuis le 1^{er} juin 2009, l'Autorité tutélaire de l'arrondissement de Coire satisfait aux exigences du nouveau droit de protection des mineurs et des adultes, dès lors qu'elle est devenue professionnelle et que ses membres ont été choisis sur une base interdisciplinaire, en fonction de leurs compétences spécifiques. Dans la perspective de la révision du droit tutélaire, cela implique de repenser certains modes de faire et certaines démarches, afin que «l'interdisciplinarité» souvent évoquée puisse être réalisée de manière concrète et effective.

Realizzare l'interdisciplinarieta

Dalla prassi di un'autorità professionale e interdisciplinare

Dal 1° giugno 2009, l'autorità tutoria del circolo di Coira soddisfa le esigenze del nuovo diritto di protezione dei minori e degli adulti in quanto professionalizzata e con membri scelti su una base interdisciplinare in funzione delle loro specifiche competenze. Nella prospettiva della revisione del diritto tutelare ciò implica di ripensare percorsi e processi allo scopo di dare contenuti concreti alla spesso citata «interdisciplinarieta».

VB Kreis Chur

Der Kreisrat Chur hat im Sommer 2008 im Zuge personeller Wechsel beschlossen, die Vormundschaftsbehörde auf die Amtsdauer 2009–2013 nach den Vorgaben des revidierten Erwachsenenschutzrechts zu konstituieren. Per 1. Juni 2009 wurden nach einem Ausschreibungs- und Bewerbungsverfahren ein ehemaliger Primarlehrer und Rechtsanwalt zum Präsidenten (100%), ein Heimerzieher/Sozialarbeiter und langjähriger Amtsvormund (100%) sowie eine Sozialarbeiterin FHS und ebenfalls langjährige Amtsvormundin (80%) zu ständigen Mitgliedern und Vizepräsidenten gewählt. Als stellvertretende Mitglieder (ohne festes Anstellungspensum) wurden eine Fachärztin FMH Psychotherapie/-analyse, ein Rechtsanwalt und ein eidg. dipl. Treuhänder bestimmt. Die Behörde wird unterstützt von Mitarbeitenden in der Revision (150%), im Abklärungs- und Rechtsdienst (160%) und in der Administration (100%).

Der Kreis Chur ist praktisch deckungsgleich mit der Stadt Chur, die aktuell rund 36000 Einwohner zählt. Die Vormundschaftsbehörde des Kreises Chur (VB Chur) führte im Jahr 2009 auf Grund von Gefährdungsmeldungen 242 Abklärungen durch, errichtete 176 neue Massnahmen und führte per Ende 2009 total 716 Massnahmen.

II. Mit Interdisziplinarität verfolgte Ziele

Mit Blick auf den Status quo im Vormundschaftswesen (verbreitete Abhängigkeit der Miliz- und Laienbehörden von externen Diensten und Fachleuten) ist nichts weniger als «die Wiederherstellung der Hierarchie mit der Behörde als fachlich kompetente Entscheidungsträgerin eines der Hauptanliegen der Revision des Kindes- und Erwachsenenschutzrechts»¹. In der Diskussion um die Revision des Vormundschaftsrechts blieb daher unbestritten, dass eine Professionalisierung der Vormundschaftsbehörden und die Besetzung der Behörden durch fachlich ausgebildete Personen² aus verschiedenen Disziplinen³ unumgänglich ist. Die Botschaft des Bundesrats zur Gesetzesnovelle führt lediglich ein Ziel aus, das mit der Interdisziplinarität verfolgt werden soll: «dass auf jeden Fall» ein Jurist oder eine Juristin für eine «korrekte Rechtsanwendung» verantwortlich sein muss⁴. Die weiteren Ausführungen in der Botschaft beschlagen die instrumentelle Ebene: «Daneben sollten je nach Situation, die es zu beurteilen gilt, Personen mit einer psychologischen, sozialen, pädagogischen, treuhänderischen, versicherungsrechtlichen oder medizinischen Ausbildung mitwirken. Bei vermögensrechtlichen Fragen oder bei der Abnahme der Rechnungen sind beispielsweise auch Personen mit Kenntnissen in der Vermögensverwaltung oder der Rechnungslegung erwünscht»⁵.

Von einer interdisziplinär zusammengesetzten Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB) darf im Hinblick auf formelle und inhaltliche Qualität erwartet werden, dass sie ihre Entscheidungen auf eine umfassende Situationsanalyse und die Beleuchtung eines Sachverhalts aus unterschiedlichen Blickwinkeln⁶ abstützt. Damit wird der Bedeutung und Schwere der Eingriffe in die Rechtsgüter der Betroffenen, die mit vormundschaftlichen Massnahmen einhergehen können, Rechnung getragen.

¹ Urs Vogel/Diana Wider, ZKE 2010/1, S. 7 ff., vgl. dazu auch Kurt Affolter, ZVW 2003/5, S. 395.

² nArt. 440 Abs. 1 ZGB: «Die Erwachsenenschutzbehörde ist eine *Fachbehörde*.»

³ nArt. 440 Abs. CC: «L'autorité de protection de l'adulte est une autorité *interdisciplinaire*.»

⁴ Botschaft, 28.6.2006, BBL 2006, S. 7073.

⁵ Botschaft, 28.6.2006, BBL 2006, S. 7073.

⁶ Diana Wider, Curaviva 5/2009, S. 22; vgl. auch Diana Wider in Peter Voll et al. (Hrsg.), Zivilrechtlicher Kinderschutz: Akteure, Prozesse, Strukturen, Luzern 2008, S. 214 ff.

III. Welche Disziplinen?

«Das Bundesrecht schreibt im Interesse einer gewissen Interdisziplinarität und im Hinblick auf die grosse Tragweite der zu treffenden Massnahmen lediglich vor, dass die Behörde in der Regel als Kollegialbehörde mit mindestens drei Mitgliedern entscheidet»⁷. Die meisten Kantone werden wohl Dreiergremien vorsehen, was dem allgemeinen Trend zur Verkleinerung der Spruchkörper bei Gerichten entspricht.

Die Einschränkung auf einzelne Disziplinen, die mit einem kollegialen Spruchkörper von drei Mitgliedern einhergehen muss, aber auch die Fülle von Fachdisziplinen, die bei vormundschaftlichen Fragestellungen berührt sein können, machen bereits klar, weshalb der Bundesrat in seiner Botschaft einschränkend von einer «gewissen» Interdisziplinarität spricht. Die Konferenz der kantonalen Vormundschaftsbehörden (VBK bzw. KOKES) legt in ihren Empfehlungen⁸ eine Analyse der künftigen Aufgaben der KESB vor und führt aus, welche Kernkompetenzen im Spruchkörper selbst vorhanden sein sollten und welche Kompetenzen extern (angestelltes Personal/Behördemitglieder, die im konkreten Fall nicht im Spruchkörper vertreten sind) herangezogen (Unterstützungsbedarf) oder via Delegation an Dritte (z.B. Gutachten, Sozialberichte etc.) eingebunden werden können⁹. Als Kernkompetenzen, die ständig in der Behörde selbst vertreten sein sollen, werden die Disziplinen Recht und Sozialarbeit sowie Psychologie/Pädagogik genannt¹⁰.

Den Kantonen oder Wahlgremien der KESB ist zudem zu empfehlen, dass die angemessene Vertretung der Geschlechter bei der Bestellung der Behörde als zusätzliches Kriterium berücksichtigt wird¹¹, denn kaum ein Rechtsgebiet ist so sehr mit Rollenerwartungen auf Grund des Geschlechts konfrontiert wie das Kindes- und Erwachsenenschutzrecht.

IV. Ansätze und Bemerkungen aus der Praxis

Die VB Chur arbeitet seit dem 1. Juni 2009 als professionalisierte Fachbehörde, in der die Disziplinen Recht/Pädagogik (Präsident) und Sozialarbeit (zwei ständige Mitglieder der Behörde) vertreten sind. Weitere Disziplinen (Medizin/Psychiatrie sowie Treuhand) können über die stellvertretenden Mitglieder behördenintern herangezogen werden (vgl. I oben).

Im Vergleich zu den Empfehlungen zur Verteilung der personellen Ressourcen von Vogel/Wider¹² entspricht die VB Chur dem Modell mit zentralisierter Abklärung durch die Behörde selbst. Mit 280 von total 690 Stellen-% entfallen rund 40% der personellen Ressourcen auf die Behörde selbst, während Abklärungs-

⁷ Botschaft, 28.6.2006, BBl 2006, S. 7073 (zu nArt. 440 Abs. 2 ZGB).

⁸ ZVW 2008/2, S. 63 ff.

⁹ Beilage 2 zu den Empfehlungen (ZVW 2008/2, S. 117 ff.).

¹⁰ ZVW 2008/2, S. 78.

¹¹ In die gleiche Richtung gehen die Empfehlungen der VBK/KOKES, ZVW 2008/2, S. 83.

¹² Vgl. *Urs Vogel/Diana Wider*, ZKE 2010/1, S. 15 ff.

und Rechtsdienst zusammen «nur» mit 24% ausgestattet sind. Entsprechend führen die Behördemitglieder im «Churer Modell» die überwiegende Mehrheit der Erstabklärungen (Verfahren nach Gefährdungsmeldungen) und Abklärungen (z.B. Anträge auf Änderungen von Massnahmen) selbst durch. Die Erfahrung hat gezeigt, dass auch bei umfassender Dokumentation des Abklärungsprozesses das Einfließen von unmittelbaren Eindrücken aus der Abklärung durch persönliche Berichterstattung ein wertvolles Element bei der Entscheidungsfindung darstellt. Diese Erkenntnisquelle muss bei Abklärungen durch den Abklärungsdienst (oder Dritte) auf schriftlichem Weg (mit entsprechendem Informationsverlust) zusätzlich aktiv herangezogen werden.

Auch unter professionalisierten Bedingungen (hohe Präsenz mit der Möglichkeit, Behördensitzungen auch ad hoc einzuberufen) ist ein organisatorischer Grundrhythmus einzuhalten, an dem sich z.B. das Revisorat und der Rechtsdienst orientieren können. Die VB Chur tagt in der Regel alle zwei Wochen und bereitet die Behördensitzungen in einem um eine Woche vorverschobenen Rhythmus (sog. Vorsitzung) vor, was sich auch mit Blick auf die Anfragen an die Amtsvormundschaft zur Benennung von geeigneten Mandatsträgern gut eingespielt hat.

Im zweiwöchentlichen Turnus umfasst die Traktandenliste jeweils zwischen 30 und 40 Fälle, die zur Entscheidung anstehen. Komplexe oder nicht eindeutige Fälle werden auf Grund der Abklärungsergebnisse an der Vorsitzung von der Behörde unter Beizug der abklärenden Personen besprochen. Erst in diesem Zeitpunkt erschliesst sich letztlich, welche fachlichen Überlegungen allenfalls zusätzlich in die Entscheidung einfließen müssen.

A. *Volatiler vs. konstanter Spruchkörper*

Interdisziplinarität impliziert vom Grundgedanken her, dass der Spruchkörper je nach Fall unterschiedlich (volatil) zusammengesetzt ist. Zur Einbindung von Disziplinen, die nicht ständig in der Behörde vertreten sind, schlagen Experten und die KOKES vor, diese (im Milizsystem) als stellvertretende Behördemitglieder einzubinden (auch als überregionaler Fachpool denkbar)¹³. Dem steht die Erkenntnis gegenüber, dass die Routine und Praxis der Mitglieder einer KESB ihr Entscheidungsverhalten beeinflusst¹⁴. Bereits aus praktischen Gründen (zeitliche Verfügbarkeit insbesondere stellvertretender Behördemitglieder im Milizsystem, zeitgerechte Entscheidungen) kann sich die Besetzung der Behörde nicht in jedem konkreten Fall nach den tangierten Fachdisziplinen richten. Zudem gibt es immer wieder Fälle, deren Komplexität den Einbezug von mehr als drei Disziplinen verlangen würde¹⁵. In grösseren Organisationseinheiten (z.B. überregio-

¹³ Vgl. z.B. *Urs Vogel*, ZKE 2010/1, S. 14.

¹⁴ «Behörden mit geringer Fallbelastung neigen tendenziell zu restriktiveren Eingriffen in die Kinder- und Elternrechte.» (*Diana Wider* in Peter Voll et al. (Hrsg.), *Zivilrechtlicher Kinderschutz: Akteure, Prozesse, Strukturen*, Luzern 2008, S. 221).

¹⁵ Zudem ist auf den zunehmenden Spezialisierungsgrad z.B. in Medizin, Psychiatrie/Psychologie, Recht und Pädagogik sowie auf unterschiedliche Praxen und Lehrmeinungen hinzuweisen.

ner Fachpool) ist eine genügende Auslastung der (stellvertretenden) Behördemitglieder mit Unterstützungskompetenz (vgl. III oben) eher möglich. Dabei ist allerdings zu fordern, dass diese (Pool-)Mitglieder unter professionalisierten Rahmenbedingungen (feste Minimalpensen) arbeiten können, damit nebst genügender Routine auch eine kurzfristig flexible Einsetzbarkeit sichergestellt ist.

Die VB Chur tagt nach Möglichkeit in konstanter Besetzung. Als wertvoll hat sich für die VB Chur allerdings die Möglichkeit erwiesen, die stellvertretenden Mitglieder fallweise im Laufe der Abklärung für bestimmte Fragestellungen (z.B. Bewertung von Gutachten) als behördeninterne Experten beiziehen zu können.

Im Grundwiderspruch zwischen Interdisziplinarität (> volatiler Spruchkörper) und Professionalität (> konstanter Spruchkörper) überwiegen aus praktischer Sicht und im Hinblick auf das gemeinsame übergeordnete Ziel der Qualitätssicherung die Vorteile eines konstanten Spruchkörpers¹⁶.

B. Abklärungsprozess interdisziplinär gestalten

Bei der Zuteilung der Abklärungsfälle auf die Behördemitglieder oder behördeninternen Dienste sind nebst der Fachlichkeit der einzelnen Personen noch andere Kriterien zu berücksichtigen (z.B. Ausstandsgründe, zeitliche Verfügbarkeit, Auslastung). Gefährdungsmeldungen beleuchten zudem meist nur einen oder wenige Aspekte eines Problems, sodass sich die Komplexität eines Falles erst im Laufe der Abklärungen offenbart. Deshalb sind im Abklärungsprozess Schnittstellen zu schaffen, an denen in einem möglichst interdisziplinären Diskurs auf solche «Entwicklungen» reagiert werden kann.

1. Disziplin Sozialarbeit und professionelle Betreuungspersonen

In der Praxis wird bei laufenden Mandaten, die an professionelle Betreuungspersonen übertragen wurden, auch unter dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht ein grosser Teil der Abklärung durch die Mandatsführenden erfolgen, die in aller Regel über sozialarbeiterische Kompetenzen verfügen. Dabei ist allerdings zu berücksichtigen, dass Betreuungspersonen in der Mandatsführung eine operative Rolle übernehmen, während die Behörde bei ihren Entscheidungen primär einen strategischen Ansatz zu verfolgen hat. Das für den Einzelfall zuständige Mitglied der Behörde hat daher unter anderem die Berichte und Anträge kritisch daraufhin zu prüfen, ob rollenbedingte «blinde Flecke» auszu-leuchten sind. Ähnliches gilt bei Abklärungen, die durch interne Mitarbeitende geführt wurden, die nicht Mitglied der Behörde sind.

Mit Blick auf eine der auch quantitativ bedeutendsten Aufgaben einer KESB, nämlich die Aufsicht und Kontrolle über die Mandatsführenden, kommt deshalb der Vertretung der Disziplin Sozialarbeit (mit Erfahrung in der gesetzlichen Sozialarbeit) in der Behörde eine besondere Bedeutung zu.

¹⁶ Ebenso VBK/KOKES, ZVW 2008/2, S. 88.

2. Grundlagenkompetenzen gefragt

Auch eine falladäquat interdisziplinär zusammengesetzte Behörde wird mit externen Fachstellen zusammenarbeiten und Ergebnisse Dritter in ihre Arbeit einbeziehen müssen (Gutachten, Unterlagen und Berichte von Vorbehörden, Gerichtsurteile etc.). Ein Behördemitglied muss daher in der Lage sein, sich einen Überblick zu verschaffen und diesen zu behalten, ungeklärte Fragen zu identifizieren und Antworten einzuordnen. In diesem Sinne ist die Fachlichkeit der Behördemitglieder als Grundlagenkompetenz zu verstehen, die es der Behörde ermöglicht, darüber zu entscheiden, ob eine Abklärung vollständig ist und wie widersprüchliche Informationen einzuordnen und zu gewichten sind.

Das Präsidium sollte nebst Kompetenzen im materiellen Recht auch über prozessuale Kompetenzen (Gericht oder Advokatur) verfügen, da die Verfahrensleitung insbesondere dann, wenn Betroffene durch Anwältinnen und Anwälte vertreten sind, anspruchsvoller wird.

3. Strukturierung der Prozesse

Die Abklärungsprozesse sind so zu strukturieren, dass interdisziplinäre Überlegungen bei der Fallzuteilung, während und vor Abschluss der Abklärungen einfließen können. Um die Qualität auch unter zeitlichem Druck (in der Regel bei Fremdplatzierungen und FFE besonders gross) und angesichts der Gefahr der Verflachung von Prozessen in der täglichen Routine sicherzustellen, sind strukturierende Instrumente zu implementieren (z.B. Ablaufschemata mit Definierung von Schnittstellen, Checklisten mit geeigneten Fragestellungen, entsprechend strukturierte Situations- bzw. Abklärungsberichte).

C. Monodisziplinäre Beschwerdeinstanzen

Auch unter dem revidierten Kindes- und Erwachsenenschutzrecht kann jeder Entscheid einer interdisziplinär zusammengesetzten KESB im Anfechtungsverfahren von Gerichtsinstanzen beurteilt werden, die nicht im hier geforderten Sinn interdisziplinär zusammengesetzt sind. Die Gerichtsinstanz setzt in einem devolutiven Rechtsmittelverfahren ihren Entscheid an die Stelle des Beschlusses der KESB und berücksichtigt dabei unter Umständen auch Entwicklungen, die sich im Verlauf des Anfechtungsverfahrens ergeben haben (Novenrecht).

Missst man dem Gebot der Interdisziplinarität von Entscheiden im Kindes- und Erwachsenenschutz bedeutendes Gewicht bei, wäre grundsätzlich zu fordern, dass Beschwerdeverfahren kassatorisch (Rückweisung zur erneuten Beschlussfassung) auszugestalten sind und das Novenrecht eingeschränkt wird. Ein pragmatisches Vorgehen in diesem Spannungsfeld sieht nArt. 450d ZGB vor: Der KESB ist im Rechtsmittelverfahren die Möglichkeit zur Vernehmlassung zu geben. Diese kann anstelle einer Vernehmlassung wiedererwägungsweise neu entscheiden. Ist die KESB allerdings nach wie vor von ihrer angefochtenen Entscheidung überzeugt, ist damit wenig gewonnen, es sei denn, die Rechtsmit-

telinstanzen würden eine «Nicht-ohne-Not-Praxis» anwenden¹⁷. Ob und inwiefern die Eidgenössische Zivilprozessordnung und die dadurch – oder durch die Revision des Vormundschaftsrechts – notwendigen Anpassungen der kantonalen Einführungsgesetzgebung diese Überlegungen aufnehmen, bleibt abzuwarten.

V. Schlussfolgerungen

A. *Relativierung der personellen Interdisziplinarität*

Die dargelegten Betrachtungen aus der Praxisperspektive führen zunächst zur Erkenntnis, dass die formell bzw. personell interdisziplinäre Zusammensetzung der KESB keine hinreichende Garantie bietet, dass die angestrebten Ziele der fachlichen und formellen Qualitätssicherung erreicht werden. Qualität kann und muss vielmehr auch mit einer bewussten Gestaltung der Prozesse, die bis zum Entscheid der Behörde ablaufen, positiv beeinflusst werden.

B. *Zielsetzung unbedingt weiterverfolgen*

Trotz dieser relativierenden Bemerkungen ist es vor allem im Hinblick auf die Interessen der betreuten Personen unerlässlich, das Ziel der Wiederherstellung der Hierarchie zwischen den zahlreichen und zunehmend spezialisierten Akteuren und der Entscheidungsinstanz beharrlich weiterzuverfolgen.

Menschen, die freiwillig oder gegen ihren Willen mit einem Entscheid einer Vormundschaftsbehörde/KESB konfrontiert werden, sind in irgendeiner Form geschwächt und erhalten zur Kompensation dieser Schwäche eine Betreuungsperson zur Seite gestellt. Diese mit zum Teil sehr weitgehenden Befugnissen bzw. Macht ausgestatteten Betreuungspersonen müssen von einer kompetenten Behörde beauftragt sowie kontrolliert und beaufsichtigt werden, damit ein regelmässiger oder an entscheidenden Wegmarken notwendiger, kritischer Dialog mit Blick auf die (wohlverstandenen) Interessen der Betroffenen etabliert werden kann.

¹⁷ Eine «Nicht-ohne-Not-Praxis» würde ebenfalls auf kassatorische Entscheide hinauslaufen, mit denen im Falle der Gutheissung einer Beschwerde der Entscheid der KESB aufgehoben und an diese zurückgewiesen würde mit dem Auftrag, im Sinne der Erwägungen neu zu entscheiden. Davon ausgenommen werden müssten wegen der Schwere des Eingriffs: Entscheide über fürsorgliche Unterbringungen und Fremdplatzierungen mit Obhutsentzug sowie evtl. über Entzug/Einschränkung der elterlichen Sorge.